

Brexit – Pour Boris Johnson, la victoire de Bruxelles est certaine si Londres ne renonce pas au « plan de Chequers » de Theresa May



Article rédigé par *Réinformation TV*, le 13 septembre 2018

Source [[Réinformation TV] Si l'on a vu le négociateur de l'UE Michel Barnier [annoncer enfin des propositions](#) la semaine dernière pour un accord avec Londres sur les conditions du Brexit, c'est aussi parce que le fameux « plan de Chequers » de Theresa May garantit désormais à Bruxelles une abdication quasi-complète du Royaume-Uni face à l'UE. La menace d'un Brexit « dur » sonne en effet creux de la part de Londres, dans la mesure où, [comme le confirme](#) l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, les préparations faites par le gouvernement de Mme May en vue de ce scénario sont tardives et entachées d'incompétence.

Si l'on a vu le négociateur de l'UE Michel Barnier [annoncer enfin des propositions](#) la semaine dernière pour un accord avec Londres sur les conditions du Brexit, c'est aussi parce que le fameux « plan de Chequers » de Theresa May garantit désormais à Bruxelles une abdication quasi-complète du Royaume-Uni face à l'UE. La menace d'un Brexit « dur » sonne en effet creux de la part de Londres, dans la mesure où, [comme le confirme](#) l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, les préparations faites par le gouvernement de Mme May en vue de ce scénario sont tardives et entachées d'incompétence.

Dans ces conditions, Boris Johnson, l'un des deux ministres qui ont démissionné du gouvernement de May après la réunion de Chequers, dénonce une fois de plus [dans les colonnes du Telegraph](#) le drapeau blanc agité par le gouvernement de Sa Majesté au moment d'engager la bataille avec Bruxelles. Et ce partisan du Brexit a des propositions pour remédier à la situation. Cela tombe bien, car une majorité de ceux qui ont voté pour la sortie de l'UE [voudraient le voir devenir](#) premier ministre à la place du premier ministre.

Boris Johnson accuse « certains dans le gouvernement britannique » d'avoir tout fait pour éviter un vrai Brexit.

Confirmant [ce qui avait été déjà dénoncé](#) par un secrétaire d'État du ministère pour la Sortie de l'UE, Boris Johnson affirme qu'« il est désormais clair que certains dans le gouvernement britannique n'ont jamais voulu de solutions » au problème de la frontière en Irlande, qu'ils ont au contraire « voulu utiliser pour stopper un vrai Brexit » car « ils voulaient rester à l'intérieur [de l'UE] » et organiser une sortie de l'UE qui n'aurait de Brexit que le nom. Car selon cette figure du camp du Brexit qu'est Boris Johnson depuis la campagne référendaire de 2016, la nécessité d'avoir des contrôles à la frontière en cas de sortie du Royaume-Uni de l'union douanière européenne est un mythe puisqu'il existe, indépendamment de l'UE, une Zone commune de voyage entre le Royaume-Uni et l'Irlande. Pour ce qui est du commerce de biens, la vérité, explique M. Johnson, c'est qu'aujourd'hui déjà le Royaume-Uni et l'Irlande ne contrôlent qu'une faible proportion des biens arrivant de pays extérieurs à l'UE. Cette proportion est de 4 % pour le Royaume-Uni et de 1 % pour la République d'Irlande. En outre, les contrôles douaniers concernant les marchandises ne sont pas nécessairement réalisés à la frontière et, de toute façon, le commerce entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ne représente qu'une petite partie des échanges pour les deux parties de l'île.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://reinformation.tv/brexit-boris-johnson-chequers-theresa-may-bault-87619-2/>